

Envoyé en préfecture le 17/09/2025
Reçu en préfecture le 17/09/2025
Publié le
ID : 059-215900127-20250916-ARR2002025-AR



ARR 200 2025 : Arrêté accordant une prorogation d'une année d'un permis de construire n° 059 012 22 Z0007 présenté par S.A HLM L'AVESNOISE – Monsieur Jean-Luc SENECHAL

Réf. Nomenclature Nationale « Actes » : 2.2. ACTES RELATIFS AU DROIT D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DES SOLS

Affaire suivie par : PH

Demande déposée le 31/08/2022
Avis de dépôt affiché le

N° PC 059 012 22 Z 0007

Par :	SA HLM L'AVESNOISE
Représentée par :	Monsieur SÉNÉCHAL Jean-Luc
Demeurant :	n°6, rue de la Croix
à :	59600 Maubeuge
Sur un terrain sis :	Quartier de la Verrerie Blanche
à :	59186 Anor
Parcelle cadastrée :	12 E 828
Nature des travaux :	Construction de 3 logements individuels Type III (RDC)

Surface de plancher :

Créée : 212,88 m²

Surface taxable créée : 212,88 m²

Nbre bâtiments : 0

Nbre logements : 3

Destination : Habitation

Vu la demande de permis de construire présentée le 31/08/2022 par la SA HLM L'AVESNOISE représentée par Monsieur SENECHAL Jean-Luc demeurant n° 06 rue de la Croix à Maubeuge (59600) ;

Vu l'objet de la demande consistant en la construction de 3 logements sur un terrain situé Quartier de la Verrerie Blanche à Anor (59186) pour une surface de plancher créée de 212.88 m² ;

Vu le Code de l'urbanisme ;

Vu les articles L.421-1 et suivants, et R.421-1 et suivants du Code de l'Urbanisme relatifs aux permis de construire ;

Vu les articles L 424-21 et suivants du Code de l'Urbanisme ;

Vu le Plan local d'urbanisme Intercommunal approuvé le 18/12/2024 ;

Vu l'arrêté n° 213 2022 en date du 04/11/2022 accordant le permis de construire susvisé,

Vu la demande de prorogation du permis de construire susvisée en date du 01/09/2025 ;

A R R E T E :

ARTICLE 1^{ER} : Le permis de construire susvisé est **prorogé d'une année**.

ARTICLE 2 : La prorogation prend effet au terme de la validité de la décision initiale.

ARTICLE 3 : La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Fait à Anor, le 16 septembre 2025

Le Maire,

Jean-Luc PÉRAT



Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée (cf lettre jointe).
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

• **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE :** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

• **DURÉE DE VALIDITÉ :** Lorsque l'arrêté accorde le permis, il est complété par les informations suivantes : Durée de validité du permis (décret n° 2016-6 du 5 janvier 2016 relatif à la durée de validité des autorisations d'urbanisme et portant diverses dispositions relatives à l'application du droit des sols et à la fiscalité associée) : le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Le bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site internet urbanisme du Gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du Gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux. Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait :

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué (*prorogation de deux fois maximum pour une année*). Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être : - soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal, - soit déposée contre décharge à la mairie.

• **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (*notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...*) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

• **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

• **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif de LILLE d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (*L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite*).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télérecours citoyens accessible par le biais du site : www.telerecours.fr

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Envoyé en préfecture le 17/09/2025

Reçu en préfecture le 17/09/2025

Publié le

ID : 059-215900127-20250916-ARR2002025-AR



AVESNOISE PROMOCIL

Entreprise Sociale pour l'Habitat

MAIRIE D'ANOR	
RECEPTION COURRIERS	
05 SEP 2025	
Original transmis à	
Copie à	
Scanné	

Mairie de & à
A l'attention de Monsieur le Maire

5 rue Léo Lagrange
59186 ANOR

SERVICE DEVELOPPEMENT
JLS/CD – 2025

1^{er} septembre 2025

ANOR – Rue des verriers
Quartier de la Verrerie Blanche
Construction de 3 logements individuels

PC : 059 012 22 Z 0007

16 SEP. 2025

Avis de Mairie de faire le
Vélocité

courrier en recommandé avec A.R.

Monsieur le Maire,

En date du 4 novembre 2022, sous le PC 059 012 22 Z 0007, nous avons obtenu l'arrêté accordé du Permis de Construire pour la construction de 3 logements individuels sur un terrain sis à : rue des verriers - Quartier de la Verrerie Blanche.

Pour cette opération, il ne nous sera pas possible de démarrer les travaux avant la date butoir.

De ce fait, nous avons l'honneur de solliciter une prorogation d'une année pour surseoir au commencement des travaux.

Dans l'attente,
Veuillez agréer, Monsieur le Maire, l'expression de nos sentiments distingués.

La Secrétaire Administrative

C. DRANCOURT

Le Directeur du Développement

J-L. SENECHAL



Envoyé en préfecture le 17/09/2025
Reçu en préfecture le 17/09/2025
Publié le
ID : 059-215900127-20250916-ARR2002025-AR

Envoyé en préfecture le 07/11/2022
Reçu en préfecture le 07/11/2022
Affiché le
ID : 059-215900127-20221104-ARR2132022-AR

République Française *Liberté Égalité Fraternité*
Département du Nord - Arrondissement d'Avesnes sur Helpe - Canton de Fourmies

ARRÊTÉ



Ville d'Anor

ARR 213 2022 : Arrêté accordant un permis de construire n° 059 012 22 Z0007 présenté par S.A HLM L'AVESNOISE – M. Jean-Luc SENECHAL
Réf. Nomenclature Nationale « Actes » : 2.2. ACTES RELATIFS AU DROIT D'OCCUPATION OU D'UTILISATION DES SOLS

Affaire suivie par : PH

Demande déposée le 31/08/2022 Avis de dépôt affiché le	
Par :	SA HLM L'AVESNOISE
Représentée par :	Monsieur SÉNÉCHAL Jean-Luc
Demeurant :	n°6, rue de la Croix
à :	59600 Maubeuge
Sur un terrain sis :	Quartier de la Verrerie Blanche
à :	59186 Anor
Parcelle cadastrée :	E 828
Nature des travaux :	Construction de 3 logements individuels Type III (RDC)

N° PC 059 012 22 Z 0007

Surface de plancher
Créée : 212,88 m²
Surface taxable créée : 212,88 m²

Nbre bâtiments : 0
Nbre logements : 3

Destination : Nouvelle construction

Le Maire de la Commune d'Anor,

Vu la demande de permis de construire présentée le 31/08/2022 par la société d'HLM l'Avesnoise demeurant n° 6 rue de la Croix à Maubeuge (59600) ;
Vu l'objet de la demande consistant en la construction de 3 logements individuels sur un terrain situé rue de la Verrerie Blanche à Anor (59186) pour une surface de plancher créée de 212.88 m² ;
Vu le code de l'urbanisme ;
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 16/06/2016 ;
Vu l'avis des services de la D.R.A.C. en date du 07/10/2022, ci-joint ;
Vu l'avis des services d'Enedis Calais en date du 21/09/2022, ci-joint ;
Vu l'avis des services de Noréade, Régie SIDEN/SIAN d'Avesnelles en date du 13/09/2022, ci-joint ;
Vu l'avis des services de GRTgaz en date du 12/10/2022, ci-joint.

ARRETE :

ARTICLE 1^{ER} : Le permis de construire est **ACCORDÉ** sous réserve de respecter les prescriptions mentionnées à l'article 2.

ARTICLE 2 : La puissance électrique de raccordement demandée pour le projet est de 3x12 KVA monophasé : toute demande de puissance de raccordement supérieure à celle-ci susceptible d'entraîner une extension du réseau public de distribution d'électricité sera à la charge du pétitionnaire.

ARTICLE 3 : La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L 2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

OBSERVATION : La taxe d'aménagement sera réclamée ultérieurement par les services du Ministère des Finances.

Fait à Anor, le 04 novembre 2022

Le Maire,

Jean-Luc PÉRAT



Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Signé par : JEAN-LUC PERAT
Date : 07/11/2022
Qualité : SIGNATAIRE

Mairie d'Anor Direction Générale des Services 5 & 5 bis rue Léon Lagrange B.P. n°3 59186 ANOR

Page 1 sur 2

Tél : 03.27.59.51.11 www.anor.fr e-mail : occl.mairie@anor.fr

Recevez en ligne le présent arrêté sur le site Internet de la Commune d'Anor : www.anor.fr ou par courrier municipal. V du Conseil Municipal

16 SEP. 2025

Envoyé en préfecture le 17/09/2025

Reçu en préfecture le 17/09/2025

Publié le

ID : 059-215900127-20250916-ARR2002025-AR

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L 2131-1 et L. 2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée (cf lettre jointe).
- si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

• **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE :** les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire. L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire. Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

• **DURÉE DE VALIDITÉ :** Lorsque l'arrêté accorde le permis, il est complété par les informations suivantes : Durée de validité du permis (décret n° 2016-6 du 5 janvier 2016 relatif à la durée de validité des autorisations d'urbanisme et portant diverses dispositions relatives à l'application du droit des sols et à la fiscalité associée) : le permis est périmé si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de sa notification au bénéficiaire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. En cas de recours contre le permis le délai de validité est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable. Le bénéficiaire du permis peut commencer les travaux après avoir :

- adressé au maire, en trois exemplaires, une déclaration d'ouverture de chantier (le modèle de déclaration CERFA n° 13407 est disponible à la mairie ou sur le site Internet urbanisme du Gouvernement) ;
- installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A. 424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site Internet urbanisme du Gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux. Attention : le permis n'est définitif qu'en l'absence de recours ou de retrait ;

- dans le délai de deux mois à compter de son affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le bénéficiaire du permis au plus tard quinze jours après le dépôt du recours ;

- dans le délai de trois mois après la date du permis, l'autorité compétente peut le retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le bénéficiaire du permis et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué (*prorogation de deux fois maximum pour une année*). Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être : - soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal, - soit déposée contre décharge à la mairie.

• **DROITS DES TIERS :** La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (*notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...*) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

• **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :** cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L2411 et suivants du code des assurances.

• **DELAIS ET VOIES DE RECOURS :** Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif de LILLE d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (*L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite*).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application informatique télécours citoyens accessible par le biais du site : www.telercours.fr

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

✉ Mairie d'Anor Direction Générale des Services 5 & 5 bis rue Léo Lagrange B.P. n°3 59 186 ANOR

Page 2 sur 2

☎ 03.27.59.51.11 🌐 www.anor.fr ✉ contact-mairie@anor.fr

Retrouvez en ligne les procès verbaux du Conseil Municipal sur le site Internet de la Commune : www.anor.fr rubrique vie municipale - PV du Conseil Municipal